

OPERATION « AURORE » : LES BOMBES ET LES BUREAUX DE VOTE

 ujfp.org/operation-aurore-les-bombes-et-les-bureaux-de-vote

Coordination nationale de l'UJFP

07/08/22

UJFP

UNION JUIVE FRANCAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام

התאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

L'Histoire se répète, mais nous ne nous y résignons pas.

Israël a commis délibérément l'assassinat ciblé d'un dirigeant du Jihad islamique, puis commet des massacres prétendument « préventifs », de nouveaux crimes de guerre pour anticiper la riposte du Jihad islamique.

La cible : la population de Gaza. À chaque fois, une marche est franchie dans l'horreur des actes et dans l'hypocrisie des justifications. Le bilan est à ce jour supérieur à 30 morts palestiniens dont de nombreux enfants, femmes et personnes âgées ; il inclut également des destructions massives d'habitations et d'infrastructures essentielles.

Cette nouvelle escalade de violence met également en danger la vie des citoyens israéliens, que le gouvernement expose à la contre-violence de la réaction palestinienne.

Une « escalade » qui n'en est pas une, tant le blocus imposé depuis 2008 par Israël (aidé par l'Égypte) à la population de Gaza constitue une violence et une brutalité quotidienne et permanente, condamnées par le droit international.

La facilité avec laquelle ceux qui prétendent être les garants de la paix du monde, États-Unis comme Union européenne, vont répétant que « Israël a le droit de se défendre » ne nous étonne pas. Une telle reprise de la propagande israélienne entretient la confusion entre la pacification et ce qui serait une véritable paix fondée sur la justice et l'égalité. Ils soutiennent la politique israélienne de colonisation dont les régulières escalades de violence constituent le prix.

Il est frappant de constater la corrélation entre les périodes électorales israéliennes et les « opérations » meurtrières de l'armée israélienne. C'est en effet souvent l'ouverture d'une campagne électorale en Israël qui déclenche un déluge de feu sur Gaza et parfois sur les Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Mener une « guerre préventive » est le meilleur moyen pour un homme politique israélien de se faire élire. Dans les différentes offensives militaires de 2006 à 2014, étaient à tour de rôle candidats pour diriger le

gouvernement : Ariel Sharon, Ehud Barak, Benyamin Netanyahu et Tsipi Livni. En avril 2019, l'indéboulonnable Netanyahu a provoqué un autre scrutin ; l'essentiel de sa campagne a consisté à pilonner Gaza (plus de 100 raids). Résultat : morts, blessés, destructions et... réélection de Netanyahu. Nouveau scrutin quelques mois après et malgré sa coalition gouvernementale bancal, Netanyahu a de nouveau remporté la partie avec sa tactique habituelle. Cette fois-là, ce sont des bombardements, dans les semaines précédant le scrutin, contre la Syrie, l'Irak et le Liban. Et Netanyahu a été à nouveau reconduit au fauteuil de premier ministre. Le Code électoral israélien imposait la date-limite pour la formation d'une nouvelle majorité gouvernementale en novembre 2019. Résultat : une trentaine de morts dans des bombardements contre Gaza et Damas. Nouvelle élection en 2020 et nouveaux bombardements sur Gaza.

En mai 2021 les impératifs politiques de l'extrême droite au pouvoir (le parti « Yamina » de Naftali Bennett) ont conduit à une nouvelle offensive contre Gaza, sans parler des milices fascistes qui s'attaquaient aux Palestiniens dans les rues des villes israéliennes. Bilan : 232 morts palestiniennes, 12 morts israéliennes.

Cette année les concurrents pour diriger le futur gouvernement s'appellent Naftali Bennet, Benny Gantz et Yaïr Lapid. Ce dernier (droite libérale, épaulée dans une coalition avec l'extrême droite) expédie les affaires courantes en tant que premier ministre par interim. Comment a-t-il décidé de confirmer son rôle à la tête du pays dans les élections prévues le 1^{er} novembre ? Il n'a rien inventé. Il fait déclencher le 5 août une offensive militaire « préventive » contre Gaza.

Cette nouvelle opération militaire concorde avec les célébrations de Tisha B'av, durant lesquelles la tradition juive commémore la destruction des deux Temples de Jérusalem et, plus généralement, les chaînes de persécutions dont ont été victimes les populations juives. À cette occasion, des milliers de militants d'extrême droite et de colons israéliens, notamment menés par le député kahaniste Itmar Ben-Gvir, ont fait irruption sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem. Une provocation visant à en finir avec le *statu quo* encadrant la gestion des lieux saints de la ville et marquant la progression de l'extrême-droite religieuse dans le champ politique israélien. Il n'y a pas de pire manière pour commémorer les souffrances qui nous ont été infligées par des États impériaux et nationalistes. Nous condamnons avec force cette provocation.

En tant que Juifs qui refusons à l'État d'Israël toute prétention de nous représenter, nous revendiquons :

Un cessez-le-feu immédiat

Un arrêt de la coopération militaire franco-israélienne

La suspension des Accords d'Association entre l'UE et Israël

L'annulation de la reprise des réunions du Conseil d'Association liées à ces accords

La fin du blocus israélien contre Gaza.

L'imposition de sanctions par la France contre Israël pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité (y compris le crime d'apartheid, clairement établi par les ONG internationales et israéliennes).

La Coordination nationale de l'UJFP, le 7 août 2022